L. 13.371/2.
L. 13.372/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 13 juin 1979, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

1) un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 réglant la préséance du Conseil d'Etat et les honneurs qui lui sont rendus",

2) un projet d'arrêté royal "relatif au costume porté aux audiences et aux cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe",

a donné le 15 juin 1979 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e juni 1979 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogs drie dagen, van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van he besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende regeling betreffende de eer-en voorrangbewijzen ten aanzien van de Raad van State",

2) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het ambt gewaad van de leden van de Raad van State, het auditoraa het coördinatiebureau en de griffie ter zitting en op offciële plechtigheden",

heeft de 15e juni 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. Un usage, lié à l'indépendance d'institutions telles que la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat, veut que ces institutions soient consultées sur le fond des projets de loi ou d'arrêtés qui, comme les arrêtés en projet, touchent à leur fonctionnement.

En l'espèce, cette consultation n'a pas eu lieu.

Dans les limites de sa compétence, qui ne lui permet pas d'émettre un avis sur le fond des projets à elle soumis, la section de législation ne peut suppléer à ce défaut de consultation.

2. L'objet commun des deux projets -que, pour cette raison, le Conseil d'Etat, section de législation, examinera dans un même avis- est de réaliser les adaptations nécessaires de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 réglant la préséance du Conseil d'Etat et les honneurs qui lui sont rendus, ainsi que de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 prescrivant le costume porté aux audiences et aux cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, aux dispositions de la loi du 3 juin 1971 portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.

Dans sa demande d'avis datée du 12 juin 1979, le Ministre de l'Intérieur écrit notamment ce qui suit :

"M'autorisant des dispositions de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, je souhaiterais obtenir communication des avis dans un délai ne dépassant pas trois jours".

.../...

Il n'appartient pas à la section de critiquer le bien-fondé de cette invocation de l'urgence visée à l'article 84 précité. Elle doit cependant constater que le recours à cette procédure l'empêche d'examiner autrement que de façon sommaire la portée exacte de la loi précitée du 3 juin 1971 ainsi que la mesure dans laquelle les arrêtés en projet vont au-delà de la simple adaptation à cette loi, des arrêtés du Régent du 23 août 1948, précités.

\+

\+ \+

L. 13.371/2 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 réglant la préséance du Conseil d'Etat et les honneurs qui lui sont rendus.

PREAMBULE.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 78;".

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

La mention de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 doit être accompagnée de l'intitulé de celui-ci. Il convient donc d'écrire :

"Dans l'article 3 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 réglant la préséance du Conseil d'Etat et les honneurs qui lui sont rendus,...".

Article 2.

Quels que soient les liens que, même au point de vue organique, les lois coordonnées établissent entre, d'une part,l'auditorat et le bureau de coordination et, d'autre part, le Conseil d'Etat, ces lois emploient l'expression "membre du Conseil d'Etat" pour désigner les magistrats faisant partie du Conseil d'Etat au sens strict, à savoir :

-le premier président,
-le président,
-les présidents de chambre et
-les conseillers (voir le texte de l'article 69).

Il y a donc lieu de faire précéder l'énumération des magistrats de l'auditorat et du bureau de coordination par les mentions :

"Les membres de l'auditorat" et "Les membres du bureau de coordination".

+

+ + .../...

L. 13.372/2 - Projet d'arrêté royal relatif au costume porté aux audiences et aux cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe.

OBSERVATION GENERALE.

La nécessité d'adapter à la loi du 3 juin 1971 les dispositions de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 relatif au costume des membres du conseil d'Etat, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe est certaine.

Le projet entend y pourvoir, suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, par transposition de ce qui est prévu, pour la Cour de cassation, au chapitre III de l'arrêté royal du 22 juillet 1970 relatif au costume des magistrats et des greffiers de l'Ordre judiciaire. Dans cet esprit, et en substance :

1. Il attribue aux membres de l'auditorat et du bureau de coordination le même costume que celui des membres du conseil d'Etat (articles 3, 5 et 6).

2. Il attribue ce même costume aux membres du greffe, "sauf que les glands de la ceinture sont remplacés par des franges et que la toque est de soie noire" (article 4).

3. Il accorde (article 2, 1° et 2°) :

   a) deux galons d'or et un revers d'hermine à l'auditeur général;

   b) deux galons d'or à l'auditeur général adjoint.

4. Il enlève au président la bordure d'hermine que lui avait accordée l'arrêté royal (non publié) du 19 décembre 1951 relatif à la même matière (article 2, 2° et 3°), tout en épargnant à l'actuel titulaire de la fonction l'exécution de cette mesure (article 7, deuxième phrase).

.../...

Encore que le costume porté par les titulaires de fonctions dans une institution comme le Conseil d'Etat ne soit pas un élément déterminant de la définition des prérogatives et des responsabilités respectivement attachées à chacune de ces fonctions, les dispositions en projet appellent, de ce point de vue, les remarques suivantes :

1. La loi du 3 juin 1971 n'a pas modifié la loi organique du Conseil d'Etat au point de donner à celui-ci une structure identique à celle de la Cour de cassation et, plus précisément, au point de permettre l'assimilation de l'auditorat, voire du bureau de coordination du Conseil d'Etat, au parquet général de la Cour de cassation (voir notamment les Novelles, Droit administratif, t. VI, "Le Conseil d'Etat, n° 94 et les références citées).

2. Le Conseil d'Etat se compose de deux sections : la section d'administration et la section de législation (1). Les compétences respectives de ces sections sont tout-à-fait différentes. Les premiers projets tendant à la création d'une Cour du contentieux administratif n'envisage**aient** d'ailleurs pas de confier ces compétences à une seule institution (op. cit. n°s 12 et 13). Ces sections n'ont évidemment aucun équivalent à la Cour de cassation; en particulier elles n'ont rien de commun avec les formations qui, à la Cour de cassation, portent la même dénomination.

.../...

(1) La section des conflits de compétence y a été ajoutée par la loi du 3 juillet 1970, mais elle n'a pas été constituée jusqu'ici.

Le premier président et le président du Conseil d'Etat - que les lois coordonnées désignent significativement comme "les présidents" en plusieurs endroits - président chacun l'une de ces sections (op. cit. n° 64). Le fait qu'à un détail près - revers de la toge "doublé" de fourrure d'hermine pour le premier président (arrêté du Régent du 23 août 1948, article 2, alinéa 2) et "bordé" de fourrure d'hermine pour le président (arrêté royal du 19 décembre 1951, article 1er) - les costumes de cérémonies soient les mêmes, se justifie par l'égale importance des sections respectivement dirigées par chacun des présidents. La préséance personnelle du premier président et la différence minime par laquelle elle se traduit dans les costumes de cérémonie s'expliquent par la nécessaire unité administrative du Conseil d'Etat.

La loi du 3 juin 1971 n'a en rien modifié cet équilibre. Le Conseil d'Etat n'aperçoit donc pas en quoi elle justifierait une modification du costume du président.

3.Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il n'y a pas lieu de revoir les dispositions en projet en tenant compte de la nature des fonctions qu'exercent, en application des lois coordonnées le 12 janvier 1973, les membres du conseil, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Een gebruik, dat met de onafhankelijkheid van instellingen als het Hof van Cassatie of de Raad van State vergroeid is, wil dat zij vooraf inhoudelijk worden geraadpleegd over wetsontwerpen of ontwerp-besluiten, als de onderhavige, die hun werking of werkwijze raken.

Dat is nu niet het geval geweest.

Binnen de grenzen van haar bevoegdheid - een bevoegdheid die haar niet toestaat te adviseren over de grond van de haar voorgelegde ontwerpen - kan de afdeling wetgeving dat gemis van raadpleging niet goedmaken.

2. De twee ontwerpen hebben een gemeenschappelijk doel - daarom ook zal de Raad van State, afdeling wetgeving, ze in een en hetzelfde advies behandelen - met name : de nodige aanpassingen aanbrengen in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende regeling betreffende de eer- en voorrangsbewijzen ten aanzien van de Raad van State en in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende voorschriften omtrent het ambtsgewaad van de leden van de Raad van State, het auditoraat, de griffie en het coördinatiebureau, ter zitting en op officiële plechtigheden, ten einde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de wet van 3 juni 1971 tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State.

In zijn adviesaanvraag van 12 juni 1979 schrijft de Minister van Binnenlandse Zaken onder meer :

.../...

"M'autorisant des dispositions de l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, je souhaiterais obtenir communication des avis dans un délai ne dépassant pas trois jours".

Het komt de afdeling niet toe de gegrondheid van dit beroep op de spoed volgens artikel 84 te bekritiseren. Dat heeft ze echter verhinderd door anders dan summier na te gaan welke de juiste draagwijdte is van de eerdervermelde wet van 3 juni 1971 en in welke mate de ontwerp-besluiten meer inhouden dan een gewone aanpassing aan die wet, van de meergenoemde Regentsbesluiten van 23 augustus 1948.

\+

\+ \+

L. 13.371/2 - Ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende regeling betreffende de eer- en voorrangsbewijzen ten aanzien van de Raad van State.

AANHEF.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 78;".

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 moet met zijn opschrift worden aangehaald. Derhalve dient te worden gelezen :

"In artikel 3 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende regeling betreffende de eer- en voorrangsbewijzen ten aanzien van de Raad van State worden de woorden ... vervangen door de woorden ...".

Artikel 2.

Ongeacht de banden, zelfs de organieke, die door de gecoördineerde wetten worden gelegd tussen enerzijds het auditoraat en het coördinatiebureau en anderzijds de Raad van State, is het zo dat die wetten de term "lid van de Raad van State" gebruiken ter aanwijzing van de magistraten die deel uitmaken van de Raad van State in enge zin, namelijk :

- de eerste voorzitter,
- de voorzitter,
- de kamervoorzitters en
- de staatsraden (zie de tekst van artikel 69).

De opsomming van de magistraten van het auditoraat en van het coördinatiebureau dient bijgevolg te worden voorafgegaan door de woorden "De leden van het auditoraat", respectievelijk "De leden van het coördinatiebureau".

\+

\+ \+

L. 13.372/2 - Ontwerp van koninklijk besluit betreffende het ambtsgewaad van de leden van de Raad van State, het auditoraat, het coördinatiebureau en de griffie ter zitting en op officiële plechtigheden.

ALGEMENE OPMERKING.

De noodzaak om de bepalingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende voorschriften omtrent het ambtsgewaad van de leden van de Raad van State, het auditoraat, de griffie en het coördinatiebureau, ter zitting en op officiële plechtigheden aan te passen aan de wet van 3 juni 1971, staat buiten kijf.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is het ontwerp dan ook bedoeld als een transponeren van hetgeen voor het Hof van Cassatie bepaald is in hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 22 juli 1970 betreffende de ambtskledij van de magistraten en de griffiers van de Rechterlijke Orde. Zo opgevat komt het in wezen hierop neer :

1. Het geeft de leden van het auditoraat en het coördinatiebureau dezelfde ambtskledij als de leden van de Raad van State (artikelen 3, 5 en 6).

2. Het geeft diezelfde kledij aan de leden van de griffie, "behoudens dat de kwasten van de gordel door franjes vervangen worden en dat de baret van zwarte zijde is" (artikel 4).

3. Het geeft (artikel 2, 1° en 2°) :

   a) twee "gouden galons" en een "opslag belegd met hermelijnbont" aan de auditeur-generaal;

   b) twee "gouden galons" aan de adjunct-auditeur-generaal.

.../...

4. Het ontneemt de voorzitter de "boord in hermelijnbont" die hem was toegekend bij het (niet-bekendgemaakte) koninklijk besluit van 19 december 1951 betreffende dezelfde aangelegenheid (artikel 2, 2° en 3°); de huidige ambtsbekleder wordt echter ontzien (artikel 7, tweede volzin).

Het gewaad van de ambtsdragers in een instelling als de Raad van State moge dan niet beslissend zijn voor het bepalen van de prerogatieven en de verantwoordelijkheid van de onderscheiden ambten, de ontworpen bepalingen leveren niettemin stof tot de volgende opmerkingen :

1. De wet van 3 juni 1971 heeft de organieke wet van de Raad van State niet dermate gewijzigd dat deze een zelfde structuur als die van het Hof van Cassatie zou hebben gekregen, meer bepaald niet zó dat het auditoraat, laat staan het coördinatiebureau van de Raad van State, zou kunnen worden gelijkgesteld met het parket-generaal van het Hof van Cassatie (zie onder meer "Novelles, Droit administratif, deel VI, Le Conseil d'Etat", nr. 94 en de aangehaalde verwijzingen).

2. De Raad van State bestaat uit twee afdelingen : de afdeling administratie en de afdeling wetgeving (1). De onderscheiden bevoegdheden van die afdelingen zijn volkomen verschillend. In de eerste ontwerpen strekkende tot de instelling van een Hof voor geschillen van bestuur werd er trouwens niet aan gedacht, die bevoegdheden aan één instelling op te dragen (op. cit. nrs 12 en 13). Voor die afdelingen is er uiteraard geen tegenhanger in het Hof van Cassatie; meer bepaald hebben zij niets gemeen met gelijknamige formaties in het Hof van Cassatie.

.../...

---

(1) De afdeling bevoegdheidsconflicten is eraan toegevoegd door de wet van 3 juli 1970, maar is tot dusver niet samengesteld.

De eerste voorzitter en de voorzitter van de Raad van State - die in de gecoördineerde wetten op menige plaats veelbetekenend "de voorzitters" worden genoemd - zitten elk een van die afdelingen voor (op. cit. nr. 64). Het feit dat het ceremoniegewaad, op een detail na, - opslag der toga "belegd" met hermelijnbont voor de eerste voorzitter (besluit van de Regent van 23 augustus 1948, artikel 2, tweede lid) en "omboord" met hermelijnbont voor de voorzitter (koninklijk besluit van 19 december 1951, artikel 1) - hetzelfde is, is hierdoor verantwoord dat de afdelingen die elk door een van de voorzitters worden geleid, even belangrijk zijn. De persoonlijke voorrang van de eerste voorzitter en het geringe verschil waardoor die in het ceremoniegewaad tot uiting komt, zijn hierdoor te verklaren dat de Raad van State als een bestuurseenheid naar voren moet komen.

De wet van 3 juni 1971 heeft dat evenwicht ongemoeid gelaten. Het is de Raad van State dan ook niet duidelijk in welk opzicht zij een wijziging van de ambtskledij van de voorzitter zou wettigen.

3. De Regering dient te oordelen of er geen aanleiding is om de ontworpen bepalingen te herzien met inachtneming van de aard van de ambten welke de leden van de raad, van het auditoraat, van het coördinatiebureau en van de griffie op grond van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten uitoefenen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

H. ROUSSEAU,
Ch. HUBERLANT,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.